

L'Afrique en 2009 :

[Proposition 1] L'heure de la décision – pour forger  
le destin

[Proposition 2] L'heure de la décision – pour gagner  
l'avenir

Allocution de

M. Donald KABERUKA

Président du Groupe de la Banque africaine de développement

A la cérémonie d'ouverture  
des Assemblées annuelles 2009 du Groupe de la Banque

**Dakar, 13 mai 2009**

Monsieur le Président du Conseil des gouverneurs,  
Excellences Messieurs les Chefs d'Etat et de gouvernement,  
Mesdames et Messieurs les gouverneurs,  
Monsieur Ping,  
Monsieur Janneh,  
Distingués invités,  
Mesdames, Messieurs,

1. J'ai le plaisir de vous souhaiter la bienvenue aux Assemblées annuelles du Groupe de la Banque. Je tiens, à cette occasion, à exprimer ma profonde gratitude au Gouvernement du Sénégal et à la population de Dakar – cette belle cité – pour leur hospitalité.

Nous sommes tous très honorés de la présence parmi nous de deux éminents Chefs d'Etat – le Président Abdoulaye Wade - et le Président Blaise Compaoré qui nous fait cet honneur pour la deuxième fois en deux jours.

Je tiens à remercier le Vice-président du Ghana ici présent, ainsi que mes deux bons amis M. Ping et M. Janneh, en compagnie desquels j'ai travaillé étroitement au cours des six derniers mois.

Je voudrais également saluer mes prédécesseurs qui sont ici aujourd'hui, ainsi que tous nos distingués invités qui ont pris le temps d'être des nôtres.

Permettez-moi de souhaiter tout particulièrement la bienvenue au nouveau membre de notre institution, le Grand Duché du Luxembourg.

L'an dernier, c'était la Turquie ; cette année, c'est le Luxembourg.

La famille de la BAD ne cesse de s'agrandir avec l'adhésion de nouveaux pays et j'attends avec impatience d'accueillir d'autres membres.

#### 44 années de réalisations

2. Cette année marque le 44<sup>e</sup> anniversaire de la Banque – quarante-quatre années au service de l'Afrique.

Même si elle a connu des difficultés occasionnelles, l'institution que nous avons bâtie au fil des ans compte de nombreuses réalisations dont nous pouvons nous enorgueillir. Le Groupe de la Banque fait vraiment la fierté de l'Afrique. Notre Banque demeure solide, même en cette période où de nombreuses institutions financières de par le monde traversent une passe difficile.

Et c'est tant mieux car c'est pendant des périodes comme celle-ci, où l'Afrique a besoin de sa Banque, que nous devons demeurer une institution financière solide.

## La crise économique

3. La question majeure qui mobilise l'attention du monde entier en ce moment est la crise financière internationale et ses implications pour l'Afrique et pour le travail que nous faisons à la Banque.

4. Monsieur le Président,

Au début de cette crise, j'ai mis sur pied un groupe de suivi de la crise financière qui a reçu pour mission d'évaluer en permanence l'impact de la crise sur les économies africaines et sur la Banque, ainsi que les conséquences pour l'œuvre qu'elle a accomplie sur le continent.

M. Ping, M. Janneh et moi-même avons organisé à Tunis une réunion des ministres des Finances, des gouverneurs de banque centrale et des responsables d'organisations économiques régionales, en vue d'analyser ce nouveau paysage et de faire des propositions quant à la voie à suivre. Nous avons institué un mécanisme, le Comité des dix, chargé de suivre l'évolution de la situation.

Je voudrais saluer ici le travail accompli par le Comité des dix auquel certains d'entre vous ont contribué, et notamment dans le cadre de la préparation du processus du G20.

5. A ce stade, personne ne peut dire avec certitude si le pire pour l'économie mondiale est derrière nous.

Il y a des indications qui pointent dans un sens comme dans l'autre.

Le G20 a pris des dispositions pour stimuler la demande mondiale, restaurer la stabilité et la confiance dans le système mondial.

Mais, à l'évidence, il est trop tôt pour mesurer l'impact de ces mesures.

6. Pour ce qui concerne l'Afrique, il est vrai que le continent n'a pas connu de crise bancaire, encore moins l'effondrement du secteur financier.

Cependant, nos économies pâtissent, à divers degrés, des effets de la deuxième onde de choc de la crise sur l'économie réelle, qui se propage à travers des canaux qui varient d'un pays à l'autre.

Pour certains pays, ce sont les exportations de matières premières et les flux d'investissements qui sont affectées, pour d'autres, ce sont, les transferts de fonds et les recettes touristiques.

Ce qui constitue sans doute la cause d'une plus grande incertitude est le fait que, très probablement, et ce à l'opposé de ce qui se passe sur les marchés émergents, la crise pour

nous se déroule encore et que, de ce fait, nous n'avons pas encore pris toute la mesure de son impact.

Néanmoins, ce qui est certain c'est qu'il y aura, inévitablement partout une contraction des secteurs tributaires de la demande internationale, ce qui se traduira par une réduction des recettes fiscales et la suppression d'emplois ; et plus particulièrement une détérioration de la santé du secteur bancaire. Nous devons donc faire preuve de vigilance.

7. Il y a quelques semaines, j'ai visité la région de la Copperbelt au nord-ouest de la Zambie, au moment où les cours du cuivre chutaient de 8 000 à 3 500 dollars la tonne en 6 mois, certaines mines risquaient de fermer, des centaines d'emplois étaient en passe de disparaître et les pays étaient confrontés à des choix budgétaires difficiles.
8. Derrière ces chiffres se cachent des populations, des familles et des pays, dont les aspirations sont contrariées.

Les aspirations d'un continent qui, des décennies durant, s'est laborieusement attelé à mettre en œuvre des réformes économiques, passant d'une croissance négative du PIB réel par habitant à une croissance de 7 %, juste pour voir ces résultats annihilés en l'espace de six mois.

Ce que l'Afrique a mis une décennie à bâtir s'écroule en si peu de temps ; et tout porte à croire que, lorsque l'économie

mondiale redémarrera, le continent mettra beaucoup plus de temps à se rétablir.

9. Plusieurs risques majeurs se profilent à l'horizon, mais je n'en citerai que quelques-uns :

- Le premier est celui de la résurgence du double déficit.

La forte contraction des soldes budgétaires mettra à rude épreuve la capacité des pouvoirs publics à assurer les services de base, sans parler de la poursuite des programmes de développement.

- Le deuxième est celui de voir les pays s'essouffler dans l'effort de réaliser les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), et les conditions sociales se dégrader.

Certes nombre de pays d'Afrique n'ont pas été en mesure de maintenir le cap pour plusieurs OMD, tels que la mortalité infantile, mais de nombreux autres objectifs affichent des progrès encourageants, à l'exemple de l'enseignement primaire universel.

- Le troisième concerne les revers subis par des pays qui commençaient à attirer beaucoup d'investissements et à se financer sur les marchés des capitaux, ce qui leur permettait de réduire

progressivement leur dépendance à l'égard de l'aide internationale.

La plupart des émissions obligataires étaient destinées à financer l'infrastructure, l'énergie, les chemins de fer et la réhabilitation, qui revêtent une importance primordiale pour le potentiel de croissance du continent à un moment où ralentit le développement de l'infrastructure. L'accès à ce type de financement est désormais rare et onéreux.

10. Mon message d'aujourd'hui est donc double : il s'agit d'un message d'urgence doublée d'optimisme.

Premièrement, je suis convaincu que les perspectives à long terme pour l'Afrique demeurent très prometteuses. Mais je crois que nous pouvons limiter les dégâts et nous préparer au redécollage. Les difficultés que nous traversons aujourd'hui touchent tous les pays – qu'ils soient riches, émergents ou à faible revenu – et le monde s'emploie à les résoudre dans un esprit de solidarité.

L'Afrique ne cherche ni plus ni moins – en partenaire, et non en quémandeur – qu'à prendre part à la réponse concertée apportée à la crise qui n'est nullement de son fait, et pourtant elle se doit de contribuer à sa résolution.

Je suis persuadé que si nous prenons les bonnes décisions, l'Afrique pourra supporter les effets de la crise et se préparer à redécoller. Et il y a des raisons d'être optimiste.

11. Je vais vous dire pourquoi : au premier trimestre 2009, malgré la récession économique mondiale, 14 pays du continent résistent fort bien et ont pu afficher une croissance supérieure à 5 %.

Treize autres ont enregistré une croissance du PIB supérieure au rythme d'accroissement démographique.

Ce n'est certes pas suffisant, mais c'est dire au moins que dans 27 pays, le revenu réel par habitant ne se contracte pas. Et c'est là une nouvelle encourageante.

12. Par contre, 26 pays ont vu leur croissance économique retomber à un niveau inférieur au rythme d'accroissement démographique.

Cette situation est alarmante. Ces pays se répartissent en quatre catégories. Mais nous sommes persuadés que pour la plupart d'entre la situation est réversible :

- premièrement, des économies très ouvertes, dont les principaux secteurs dépendent largement de la demande internationale, qui connaissent une profonde récession ;

- deuxièmement, des pays tributaires du pétrole ou de quelques minéraux ;
- troisièmement, des économies touchées par la récession dans les pays qui faisaient fonction de moteurs régionaux de la croissance, ou subissant les effets de voisinage, pour ainsi dire ;
- quatrièmement, les États fragiles.

Pour chacune de ces quatre catégories, il n'est nul doute que les efforts concertés au plan national et international peuvent permettre de remédier à la situation.

13. Par conséquent, mon message est que, malgré ces sombres perspectives, je suis optimiste, parce que l'Afrique est un marché pionnier – la dernière frontière – et a su jeter de bases solides.

Je suis optimiste, parce que je crois en la résilience de nos populations, illustrée par la ténacité et la persévérance dont elles ont fait preuve pour transformer, en deux décennies, le paysage économique, et obtenir des résultats durables.

L'histoire de l'Afrique sur les 30 dernières années est jalonnée de phases épisodiques de croissance, suivies d'un ralentissement prolongé, sur fond d'évolutions cycliques des cours des matières premières.

Mais je reste convaincu que cette fois-ci, les acquis accumulés par l'Afrique au cours de la décennie écoulée n'étaient pas un feu de paille, qu'ils seront durables pour peu que nous soyons disposés à faire le nécessaire.

14. L'heure n'est donc ni au désespoir ni au découragement, mais plutôt à la détermination à aller résolument de l'avant.

- Gardons-nous de tirer des enseignements erronés. Tôt au tard, cette crise passera, et à ce moment-là, le climat des affaires ne doit présenter aucune faille.
- D'aucuns ont affirmé que c'était l'occasion de se démarquer de la mondialisation. D'autres ont mis en cause la pertinence des politiques favorables au marché.

Bien que je partage pleinement l'avis selon lequel la mondialisation par les matières premières présente de gros inconvénients, il n'est pas question de s'en détourner maintenant. Nous devons plutôt chercher un autre type d'intégration axée sur la qualité, une intégration plus rapide, entre pays du même voisinage, autrement dit l'intégration régionale.

- Des voix se sont élevées pour demander si le moment n'était pas venu de se découpler de l'économie de marché. Cette approche nous conduirait à l'échec ; d'ailleurs, elle n'a pas lieu d'être. Face à une telle

conjoncture, nous devons non seulement développer les marchés, mais encore avoir des États plus efficaces, à même de jouer le rôle qui est le leur – à savoir, encourager l'esprit d'entreprise au lieu de le brider.

15. Et la Banque, quelles leçons doit-elle tirer de tout cela ? La Banque et les institutions financières internationales sœurs doivent étendre leurs activités, exploiter au mieux les ressources, innover, appuyer et défendre les pays ; toutefois, le juste milieu doit être trouvé entre les réponses immédiates à la crise et les problèmes structurels qu'il faudra résoudre à plus long terme. La réponse se trouve dans le secteur privé, l'infrastructure, l'intégration régionale et la gouvernance, garants d'une croissance durable, et qui sont les piliers de notre Stratégie à moyen terme.

Je me félicite de la résolution de nos partenaires à honorer leurs engagements, ceux d'hier et d'aujourd'hui.

Il est vrai que la crise financière nous a tous contraints à faire des choix difficiles au plan national, néanmoins, nous devons tous reconnaître qu'une solution qui exclut l'Afrique n'est pas envisageable.

Il serait donc bon de prendre des mesures concrètes. Pour commencer, engageons-nous à garder un FAD solide.

Pendant que nous concentrons nos ressources en début de cycle et que nous accélérons le transfert des ressources, assurons-nous de notre stratégie pour l'année prochaine et l'année d'après. Ainsi, nous allons réduire au minimum la volatilité et les incertitudes qui planent sur les pays FAD.

Remettons aussi à l'ordre du jour, de toute urgence, la Déclaration de Paris et le Programme d'action d'Accra.

Il est temps à présent de passer des Déclarations à l'application.

Il est temps de permettre aux pays de s'approprier effectivement les interventions, en vue d'une division pertinente du travail entre partenaires bilatéraux et institutions financières internationales, d'une part, et entre ces institutions, d'autre part.

Que les nobles concepts que sont l'alignement et l'harmonisation ne soient pas réduits en « un jargon pour experts du développement », mais constituer un cadre auquel nous souscrivons pleinement, je le sais, et nous le faisons dans la pratique sur le terrain.

Monsieur le Président,  
Excellences,

16. Les participants au Sommet du G20 ont exhorté les BMD à s'investir davantage au cours des trois prochaines années ; c'est à cela que nous nous attelons.

Et nous sommes disposés à faire davantage, en collaboration avec les autres institutions financières internationales. Par le passé, dans le cadre d'une réponse concertée, la Banque africaine de développement et six institutions sœurs, le Groupe de la Banque mondiale, la Banque européenne d'investissement, l'Agence française de développement, la KfW (Banque allemande de développement), la Banque islamique de développement, la DBSA et nous-mêmes, avons convenu d'un plan d'action conjoint, visant à mettre en commun nos ressources et nos compétences, pour répondre plus efficacement à la crise.

Au cours des trois prochaines années, nous engagerons 15 milliards de dollars à l'appui du financement du commerce, du programme de liquidité, de l'infrastructure, de la recapitalisation des banques, des PME, de la microfinance et de l'agriculture, ce qui illustre éloquemment la manière dont les institutions financières internationales peuvent s'épauler mutuellement dans cette conjoncture économique difficile.

L'an dernier à Maputo, les Gouverneurs ont adopté à l'unanimité le Rapport du Panel de haut niveau, la Réponse de la Direction ainsi que la Stratégie à moyen terme pour la période quinquennale 2008-2012.

17. Cette stratégie tablait sur un taux de croissance annuel des prêts octroyés par la Banque de l'ordre de 14 %, équivalant à la croissance du PIB de l'Afrique en termes nominaux. Toutefois, c'était avant la crise.
18. Du fait de cette crise, nous devons impérativement réviser nos prévisions de prêts.

L'assise financière solide et la reconstitution très substantielle des ressources du FAD 11 constituent une base saine.

Nous proposons plusieurs initiatives, et un certain nombre de scénarios sont exposés dans les documents qui vous sont soumis. Toutes ces initiatives requièrent une augmentation et une concentration très sensibles des ressources en début de cycle.

19. En outre, de nouveaux instruments s'avèrent nécessaires, notamment, des facilités de décaissement rapides et susceptibles d'absorber les fonds propres plus rapidement que prévu au départ.

C'est pourquoi, j'accueille avec un vif intérêt la décision du G20, qui traduit la nécessité de réexaminer les besoins en fonds propres de la Banque africaine de développement et des autres banques régionales, afin de les doter de moyens de réaction plus appropriés.

20. La Direction est parfaitement consciente que, pour justifier une prochaine augmentation générale du capital (AGC), il nous faudra :

- a) expliquer la nature des besoins et des demandes des pays membres régionaux résultant par la crise ;
- b) prouver que nous avons utilisé nos bilans de manière optimale et fait preuve d'innovation dans l'utilisation de nos marges de décaissement ;
- c) démontrer que nos actions sont complémentaires et que nous ne faisons pas double emploi ;
- d) expliciter comment les pays à faible revenu bénéficieront d'une AGC
- e) et enfin, montrer que notre capacité interne et notre cadre de gouvernance à mesure que nous nous étoffons.

21. Si les Gouverneurs adoptent aujourd'hui la recommandation faite hier par le CCG et approuvent la résolution proposée, nous procéderons rapidement à toutes les études analytiques nécessaires, afin que vous puissiez vous prononcer sur l'AGC, en temps opportun.

22. S'agissant des pays à faible revenu, que peuvent faire la Banque et le Fonds pour les aider à relever les défis qui sont les leurs ? Il est vrai que la Banque doit, chaque année, s'attacher à contribuer davantage au FAD et aux initiatives de développement en général, et tirer parti de la solidité de notre assise financière pour intervenir davantage dans les pays à faible revenu, c'est-à-dire multiplier les opérations du secteur privé, soutenir les projets enclavés, financer le commerce et renforcer les garanties.

Il n'en demeure pas moins que le niveau des besoins induits par la crise est tel que, même en restructurant notre portefeuille, si nous engageons nos ressources FAD en début de cycle, soit pratiquement 68 % de plus que prévu, nos ressources seront rapidement épuisées

23. C'est pourquoi je me réjouis de l'occasion que nous donnent ces Assemblées d'échanger de manière informelle, positive et constructive, sur la question de l'augmentation du capital et sur le FAD en général.

Nous devons bien sûr nous mettre d'accord sur la façon de programmer l'enchaînement des effets de la mobilisation des ressources pour renforcer la Banque et plus particulièrement le Fonds, afin de s'assurer qu'il n'y a pas d'interruption dans la disponibilité des ressources pour les pays pauvres.

Sous réserve de l'analyse de toutes les options éventuelles, une revue à moyen terme qui marquera aussi le point de départ d'un processus de négociation de la douzième reconstitution des ressources du FAD, plus rapide et plus souple présente de nombreux avantages. De même, il importe d'évaluer la possibilité d'assouplir certaines des politiques prévues dans l'architecture du Fonds.

24. Monsieur le Président, lors de la présentation financière d'hier, vous avez reçu des rapports sur nos résultats opérationnels et financiers.

Ces rapports sont suffisamment exhaustifs ; permettez-moi donc de n'en évoquer que quelques points saillants.

L'année 2008 a été particulièrement difficile pour toutes les institutions présentes sur les marchés financiers.

Toutefois, il me plaît de vous informer que nos pratiques prudentes et proactives de gestion financière et des risques, privilégiant globalement une approche prudentielle, nous ont aidé à amortir les chocs et c'est tant mieux.

25. la Banque, comme toute institution financière, intervenant dans un marché aussi agité, n'a pu éviter la dégradation de la qualité de certains de ses instruments.

26. Cependant, nous avons adopté des mesures d'atténuation, des politiques proactives et certains mécanismes de compensation tels que la réduction des provisions pour pertes sur prêts et apurement d'arriérés, qui nous ont permis d'obtenir un résultat net satisfaisant d'environ 475 millions de dollars.

Les fondements de la cote AAA de la Banque demeurent intacts, et malgré la conjoncture difficile sur les marchés, nous parvenons encore à exécuter notre programme d'emprunt à des coûts moyens compétitifs.

27. En 2008, nos opérations en faveur des pays à revenu intermédiaire, des pays à faible revenu et des États fragiles n'ont cessé de s'amplifier. Le total de nos approbations s'est chiffré à près de 5,4 milliards de dollars, soit une augmentation de 14 %. Sur ce total, les activités du guichet non concessionnel de la BAD représentent 51,2 %, contre 47,2 % pour le guichet concessionnel du FAD.

Nous avons continué de mettre l'accent sur nos domaines prioritaires tels que le secteur privé, l'infrastructure et l'intégration régionale, l'infrastructure absorbant 44,5 % du total de nos opérations.

28. Pour ce qui est de notre appui aux pays à revenu intermédiaire, nous appréhendons mieux la manière de combiner la fixation des coûts et le conditionnement de nos produits, les études sectorielles, l'appui technique et les

opérations du secteur privé, en vue de les rendre plus efficaces.

Bon nombre de ces pays sont des locomotives économiques régionales, qui mènent des activités de grande envergure.

29. Si la crise a révélé une chose, c'est que l'Afrique devra constamment chercher les voies et moyens de compter sur elle-même – et cela commence par l'intégration économique – un des domaines prioritaires de la Banque.

Je suis heureux de vous informer que nos opérations régionales ont sensiblement progressé. Nos approbations en la matière ont triplé par rapport à leur niveau d'il y a deux ans, pour atteindre 925 millions de dollars environ.

La semaine dernière, je m'étais joint aux Chefs d'État de la Communauté de l'Afrique de l'est, pour marquer le début des travaux de construction d'une route de 250 km que nous cofinançons avec le Japon.

Nous avons accordé 240 millions d'euros pour la construction du nouveau tronçon de la Route transafricaine reliant le Nigeria et le Cameroun, ainsi que la réhabilitation du Lac Tchad.

Nous sommes toujours préoccupés par l'impact des coûts de l'énergie et de l'insuffisance de son approvisionnement sur le potentiel de croissance de nos économies.

Dans certains pays, le coût de l'électricité peut atteindre 40 cents/KWh, et malgré cela, l'approvisionnement demeure peu fiable.

Nous intensifions nos opérations dans le secteur de l'énergie, y compris le développement de pools énergétiques régionaux tels que l'interconnexion entre cinq pays de la région du Bassin du Nil.

Je me réjouis de vous annoncer notre nouveau Cadre d'investissement dans l'énergie propre en Afrique, qui définit un vaste programme d'intégration des options énergétiques, d'accès à l'énergie et d'efficacité énergétique.

Toutefois, comme nous allons à Copenhague pour un nouvel ordre climatique, répondons à l'appel de Wangari Maathai qui réclame la justice en matière de carbone.

Nos forêts devraient permettre une adaptation globale au marché de carbone et offrir à l'Afrique l'occasion de développer son énergie propre et ses économies.

30. Récemment, de nouvelles idées sont apparues sur la meilleure façon dont l'Afrique pourrait accélérer le processus, qui devrait lui permettre de s'affranchir plus rapidement de l'aide internationale.

Nous savons que cet objectif ne sera pas atteint du jour au lendemain, mais il demeure l'aspiration de tous les Africains.

Dans le droit fil de notre stratégie à moyen terme, nos activités du secteur privé ont continué de se développer, atteignant près de 1,5 milliard de dollars l'année dernière, soit 26 % du total des opérations de la Banque et 50 % du guichet de la BAD.

À cet égard, je voudrais saluer la récente décision du Conseil de relever de 15 % le niveau de prise de participation.

Nous apprenons, chaque jour davantage, comment intégrer l'additionnalité et les résultats en matière de développement dans nos opérations du secteur privé, tout en gardant un profil de risque modéré et en respectant les meilleures pratiques de gestion du risque.

À l'avenir, nous entendons accroître nos interventions dans les pays à faible revenu. En effet, nous établirons un nouvel indicateur de performance clé (IPC), pour les opérations non souveraines dans les pays à faible revenu.

M. le Président,

31. À mars, soit moins de douze mois après l'entrée en vigueur officielle du FAD 11, nous avons engagé 45 % de nos ressources dans les domaines prioritaires du Fonds.

Aujourd'hui, Il est quasiment certain que près des trois quarts de l'enveloppe d'allocations basées sur la performance (PBA) seront engagés avant la fin de l'année, puisque nous concentrons en début de cycle les ressources allouées aux pays FAD.

32. Nous sommes encouragés par les résultats obtenus par la Facilité en faveur des États fragiles. Que ce soit en Côte d'Ivoire, au Burundi, aux Comores, en République centrafricaine, au Liberia ou en République démocratique du Congo, tous les trois guichets de la Facilité continuent d'appuyer les efforts de redressement de ces pays, en les aidant à apurer leurs arriérés, relancer leur économie et renforcer de nouveau leurs capacités.

Cependant, au moment où nous soutenons les États fragiles dans leurs efforts de redressement, nous constatons que nombre d'entre eux courent un risque grandissant de retour à l'instabilité.

33. Comme vous, je me félicite vivement de l'évolution de la situation au Zimbabwe.

Aussi voudrais-je exhorter les citoyens zimbabwéens à appliquer l'accord signé, afin de nous permettre d'œuvrer à leurs côtés, en collaboration avec la communauté internationale, à la normalisation de la situation et à la relance de leur économie, et ce dans les prochains jours.

Nous présenterons au Conseil notre stratégie à court terme qui indique la manière dont nous entendons procéder.

34. Dans le même ordre d'idées, je sais que je parle en votre nom lorsque j'en appelle à une résolution rapide de la crise à Madagascar, qui risque d'aggraver la pauvreté dans un pays où nous avons engagé et investi un volume considérable de ressources pour développer les secteurs minier et énergétique, et valoriser les ressources humaines en général.

J'espère également que, sous les auspices de l'Union africaine et des organisations économiques régionales, nous pourrons éloigner le spectre d'une résurgence de l'instabilité partout, dans la mesure où elle ne peut que fragiliser nos économies et plonger de nouveau des millions de personnes dans la pauvreté.

M. le Président,

35. S'il est vrai que les prix des produits alimentaires ont globalement baissé, il n'en demeure pas moins que le pouvoir d'achat de millions de pauvres a également diminué.

L'année dernière, les gouverneurs ont approuvé l'utilisation des ressources du compte d'excédent pour aider les pays touchés par la crise alimentaire.

Pour compléter la restructuration du portefeuille, nous avons pu approuver, le mois dernier, une enveloppe de près de 600 millions de dollars EU. Sur ce montant, 360 millions ont déjà été décaissés.

En répondant à la crise alimentaire, nous avons axé nos efforts sur la recherche de voies et moyens visant à proposer des réponses à court terme, tout en maintenant le cap sur les défis à long terme dans le secteur agricole.

Nous restons convaincus que l'infrastructure, le secteur privé et la gestion de l'eau sont nos avantages comparatifs dans la poursuite d'une productivité accrue.

C'est pourquoi, dans notre stratégie à moyen terme, nous privilégions ces deux domaines pour appuyer ce secteur, en l'occurrence l'infrastructure en milieu rural et la gestion de l'eau. Dans ces domaines, nous avons engagé 220 millions d'UC en 2008. Il en va de même du secteur de l'eau et de l'assainissement, où la Banque joue désormais le rôle de chef de file dans certains pays.

C'est également la raison pour laquelle notre Département du secteur privé a intensifié ses activités pour apporter un appui direct, par l'intermédiaire des fonds, à l'agriculture et aux banques appuyant les PME du secteur agricole, et pour financer la production d'engrais dans différentes régions.

36. Le mois dernier à Paris, j'ai inauguré, avec le ministre français du développement, un Fonds panafricain d'investissement dans l'agriculture, qui s'inscrit dans le droit fil de l'orientation stratégique axée sur la promotion de l'investissement privé dans tous les secteurs de l'industrie agroalimentaire et l'amélioration de la chaîne de valeur.

Le capital initial de ce Fonds, qui ciblera principalement les MPME, sera de 200 millions d'euros, l'objectif à terme étant de le porter à 500 millions.

J'attends avec impatience que d'autres partenaires nous rejoignent dans ce Fonds qui devrait être pleinement opérationnel au début de 2010.

Il va sans dire que nous continuons de soutenir l'Alliance pour la révolution verte en Afrique et conjuguons nos efforts pour la mise en œuvre du Mécanisme africain de développement du financement des engrais.

37. Mais nous ne devons pas simplement accroître la productivité. Celle-ci doit être inclusive et partagée.

La jeunesse africaine, issue des zones rurales et urbaines dans les États fragiles, aspire à un avenir qui lui offrirait des possibilités.

C'est dans cette perspective que nous avons lancé, cette semaine à Copenhague, avec la participation du premier

ministre danois, le Fonds africain de garantie pour la jeunesse de l'Afrique et une initiative sur l'énergie durable, donnant ainsi aux conclusions de la Commission pour l'Afrique que j'ai eu le privilège de servir.

38. Toutefois, nous savons qu'il ne s'agit pas simplement de faire plus. Il s'agit d'obtenir des résultats et d'être efficace.

Aussi, ai-je le plaisir d'annoncer que des progrès accomplis dans l'amélioration des processus opérationnels, la passation des marchés et le renforcement de la gestion financière des projets.

Ainsi, nous continuerons de renforcer nos capacités internes, d'améliorer le cadre des résultats, d'assouplir les pratiques opérationnelles, de renforcer les revues par les pairs et la préparation opérationnelle.

Nous avons mis en œuvre, à l'échelle de la Banque, un Plan d'action sur la qualité et les résultats.

Nous mettons également en œuvre des outils de revue de la préparation pour améliorer la qualité à l'entrée et lancer un système automatique de publication de résultats permettant de suivre les progrès accomplis.

Nous avons relancé le système de rapport d'achèvement pour présenter un tableau plus exhaustif de la contribution

de la Banque aux résultats enregistrés en matière de développement.

Les progrès initiaux enregistrés sont très encourageants, mais beaucoup reste à faire.

39. Toutefois, nous sommes conscients de la nécessité de continuer à nous doter de ressources internes responsables et motivées, capables d'exécuter un aussi vaste programme.

Nous mettons en œuvre le nouveau système d'évaluation de la performance.

En 2008, 230 nouveaux membres du personnel ont rejoint nos effectifs et nous nous attendons à ce que 300 autres le fassent également d'ici la fin de l'année, étant entendu que 87 d'entre eux sont déjà en poste.

Toutefois, des défis persistent dans quelques domaines essentiels.

Nous savons ce qu'il faut faire et ne ménageons aucun effort pour trouver des réponses appropriées.

40. Nombre de pays membres régionaux nous ont demandé d'accélérer la décentralisation et de déléguer davantage de pouvoirs aux bureaux extérieurs.

Nous réalisons des progrès réguliers.

L'évaluation préliminaire externe fait ressortir un impact considérable sur le portefeuille.

Nos effectifs ont doublé sur le terrain depuis 2007. Nous avons un plus grand nombre d'experts sectoriels, de chargés de programme-pays et d'économistes-pays.

Notre véritable défi aujourd'hui est de déléguer les pouvoirs et de transférer les responsabilités, pour une supervision et une gestion fiduciaire efficaces.

À cet égard, trois nouveaux instruments ont été mis au point depuis notre dernière rencontre. Une nouvelle matrice de délégation de pouvoirs a été publiée en juillet 2008, et la plupart des contrats devraient être approuvés dans les bureaux extérieurs, ce qui améliorerait l'efficacité de leur traitement.

41. Nous sommes en train d'accroître notre capacité à nous conformer à nos propres politiques opérationnelles, en particulier au moment où nous nous engageons dans des projets d'infrastructure de grande envergure.

C'est pour cette raison que nous avons renforcé notre unité de contrôle de la conformité et de suivi.

Dans le même esprit, nous avons consolidé l'indépendance de notre Bureau de l'évaluation externe, et sensiblement dynamisé notre Unité de l'intégrité et de la lutte contre la corruption.

42. Mais le tout n'est pas de faire plus et mieux, encore faut-il communiquer plus efficacement sur nos réalisations et nouer des relations plus intenses avec les pouvoirs publics, les organisations de la société civile, les milieux d'affaires, les jeunes d'Afrique et nos partenaires. À cette fin, nous réorganiserons notre communication conformément à la stratégie adoptée récemment.
  
43. Au moment où nous nous préparons à intensifier notre nouveau rôle contracyclique, nous sommes déterminés à le faire de façon responsable, en suivant constamment l'évolution des pressions exercées sur nos ressources, et en ne perdant pas de vue les exigences pesant sur nos fonds propres, mais également en étant pleinement conscients que vous, les actionnaires, garants ultimes du capital de la Banque, êtes confrontés à une concurrence accrue dans vos finances.

Nous garderons toujours présent à l'esprit que les mêmes turbulences de l'économie mondiale qui nous dictent de faire plus, nous commandent dans le même temps de faire preuve de prudence en étant plus attentifs dans l'exercice de nos responsabilités fiduciaires.

44. Aucune de toutes les réalisations que j'ai énumérées n'aurait été possible sans le soutien de nos actionnaires, de nos gouverneurs, de nos partenaires, de notre direction et de notre personnel, auxquels je tiens à rendre hommage.
45. Je me félicite de notre partenariat avec nos institutions sœurs, les institutions de Bretton Woods, les organismes bilatéraux, les institutions du système des Nations Unies et les diverses fondations.
46. Au cours des derniers mois, j'ai à maintes reprises été interpellé sur les opportunités ouvertes par la crise actuelle.

C'est une question à laquelle j'ai énormément réfléchi.

Ma première réflexion :

47. Pendant les trois dernières décennies, le programme de réforme de l'Afrique a généré d'importantes retombées, notamment une plus grande résilience aux chocs externes.

Mais en réalité, les pays africains n'ont guère eu de possibilité ni de marge de manœuvre pour définir leurs propres programmes nationaux de réforme.

Cela ne veut pas dire que les conseils externes étaient mauvais, mais simplement qu'ils accaparaient parfois

l'espace que nos dirigeants auraient pu exploiter pour focaliser l'action sur des stratégies conçues de l'intérieur.

48. La crise actuelle pose, pour tous les types d'économies – développées, émergentes, pays à faible revenu – toute une série de nouveaux défis, pour lesquels personne ne détient la solution miracle.

Dès lors que nous nous sommes mis d'accord sur la nécessité d'une croissance soutenue et partagée, il est impérieux que les pays trouvent leur propre voie pour atteindre cet objectif et ce, à partir de positions différentes.

49. Maintenant que l'idéologie, les doctrines, les vérités économiques ancrées sont toutes ouvertes au questionnement, le temps est sans doute venu, pour que les peuples africains eux-mêmes – pour paraphraser l'ancien dirigeant chinois, Deng Hsiao Ping – « trouvent le chat magique, peu importe qu'il soit noir ou gris, pourvu qu'il attrape les souris ».

#### Ma deuxième réflexion :

50. La trajectoire économique de l'Afrique depuis les années 1960 a été une alternance de phases épisodiques de croissance et de périodes prolongées de stagnation. Les facteurs internes ont joué un rôle dans cette évolution, mais le cycle de flambée et d'effondrement des cours des produits de base a été le facteur déterminant.

51. Depuis trop longtemps, la croissance africaine reste tributaire des cours des produits de base, ce qui démontre les limites de la mondialisation par les matières premières, qui ne seront de toute évidence jamais un inducteur de croissance durable.

Seuls la diversification, l'esprit d'entreprise, la valeur ajoutée, l'exploitation de possibilités offertes par de nouveaux marchés que crée inévitablement - selon le modèle schumpétérien classique - une crise comme celle-ci.

Afin de se découpler de la mondialisation par les matières premières, l'Afrique doit développer ses infrastructures et intégrer ses marchés, mais aussi œuvrer au développement des compétences de sa main-d'œuvre, dans le cadre d'une gouvernance étatique efficace et d'une économie tirée par le secteur privé. Tous ces éléments sont inscrits dans notre stratégie à moyen terme, et peut-être que, pour la Banque, cette crise montre plus que jamais la place centrale qu'occupe cette stratégie.

Avant de conclure mes propos, permettez-moi d'indiquer qu'en dépit des turbulences actuelles, je demeure résolument optimiste quant à l'avenir économique de l'Afrique.

Je suis convaincu que les fondamentaux, sur lesquels la performance économique de l'Afrique a reposé ces dix

dernières années, demeurent solides. Il ne s'agissait pas exclusivement de supercycle pour les matières premières.

Cela, nous le savons déjà, car ce sont-là autant d'éléments de notre Stratégie à moyen terme.

Pour la Banque, peut-être que la crise actuelle prouve plus que jamais le caractère central de cette Stratégie.

Si nous prenons les bonnes décisions, l'Afrique sortira de cette crise, prête à redécoller.

Nous avons pour mission de contribuer à faire en sorte que ce scénario se réalise, en protégeant nos réalisations, en limitant les dégâts et, lorsque nous apportons une réponse à cette crise, en établissant un équilibre entre la réponse à court terme et les objectifs à long terme de la transformation économique.

C'est ce à quoi, avec votre concours, la Banque s'emploie résolument.

Je vous remercie de votre aimable attention.